



**HAL**  
open science

# Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis. 2016. hal-02179300

**HAL Id: hal-02179300**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02179300>**

Preprint submitted on 10 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Inégalités et pauvreté dans les pays riches.**

## **L'exemple des Etats-Unis**

**Jacques Fontanel**

**Professeur émérite Université Grenoble-Alpes**

**Prépublication, Travail universitaire**

**Rapport sur le concept de pauvreté**

**Economistes contre la course aux armements, 13 décembre 2016**

**Grenoble**

Résumé : La pauvreté est un état étroitement relié à celui des inégalités. Elle dépend aussi des règles de vie imposées par le système en place, sur la base de lois et règlements économiques, politiques et sociaux imposés ou démocratiquement définis. La mondialisation favorise le système du « moins-disants » dans le rapport salarial. Avec la mondialisation, on assiste à la fois à un élargissement spatial des zones de pauvreté, mais aussi à des formes de réduction relative qui favorisent aussi l'essor de nouvelles inégalités, lesquelles vont progressivement favoriser une nouvelle paupérisation de certaines couches ou classes sociales. Aux Etats-Unis, la pauvreté est accrue selon le sexe, la race, l'absence de diplômes, les régions, les types de revenus, l'âge, la syndicalisation, la formation inadaptée ou la situation matrimoniale. Dans ce cadre, ne ne sont donc pas les seules compétences et mérites qui fondent les inégalités sociales. Des organismes publics et privés doivent lutter pour réduire les poches croissantes de pauvreté.

Summary : Poverty is a state closely related to that of inequality. It also depends on the rules of life imposed by the economic system, on the basis of imposed or democratically defined economic, political and social laws and regulations. Globalization favours the system of the "lesser" in the wage relationship. With globalization, we are witnessing both a spatial widening of the areas of poverty, but also some relative forms of reduction that also favour the rise of new inequalities, which will progressively favour a new impoverishment of certain social classes or classes. In the United States, poverty is connected with sex, race, lack of qualifications, regions, income, age, unionization, unsuitable training or marital status. In this context, skills and merits are not the bases of social inequalities. Public and private organizations must fight for more social justice.

Mots clés : Pauvreté, inégalités sociales, globalisation, mondialisation, Etats-Unis, USA, poverty, inequality

Selon le courant de pensée économique dominant, la globalisation économique produite par la généralisation de l'économie de marché conduit à

long terme à une situation d'équilibre optimal de la production et à des revenus fondés, en toute équité, sur la productivité marginale de chaque facteur de production. Or, les actionnaires, les propriétaires de brevets, les dirigeants d'entreprise, mais aussi les sportifs de haut niveau ou les actionnaires voient leurs revenus sans cesse augmenter, sans que la productivité marginale des bénéficiaires soit évoquée. De même, sans se référer à la question de la répartition des revenus entre le capital, le travail ou la rente, la règle supposée d'une rémunération à l'efficacité du producteur est clairement ignorée dans le cadre des travailleurs détachés. La mondialisation favorise tous les systèmes de « moins disants » que les entreprises ont vite fait de déceler<sup>1</sup>. Ainsi, l'Union européenne comprend aujourd'hui plus de 2 millions de salariés étrangers installés à 50 % dans trois pays, l'Allemagne, la Belgique et la France. Or, ces travailleurs sont souvent payés deux à trois fois moins que leurs homologues autochtones. Cette question a déjà beaucoup irrité les syndicats et les États concernés qui dénoncent une concurrence déloyale et la Commission européenne a déposé un texte en vue de réduire ces inégalités. Les pays qui bénéficient du système s'y opposent, au même titre que le patronat européen. Ce dumping social, lequel ne respecte pas les lois d'un pays et permet d'embaucher des personnes dans des conditions d'exploitation anormale pèse sur de nombreux secteurs, notamment dans le bâtiment, le transport ou l'agriculture<sup>2</sup>

Les États conduisent des politiques de rigueur pour réduire l'endettement public, mais dans le même temps plusieurs milliards de revenus échappent à l'impôt, souvent illégalement. Les exigences de respect des normes financières sont appliquées aux uns, négligées pour les autres, les plus aisés. Cette course aux inégalités n'a pas d'autre justification que l'appât du gain et la comparaison des revenus. Aucune mesure sérieuse n'est prise à l'encontre des rémunérations des uns et des autres. Les liens entre la rémunération des dirigeants et la performance des entreprises que revendique la théorie économique ne sont pas vérifiés dans la pratique<sup>3</sup>. De même, les hauts salaires ne garantissent pas l'efficacité des cadres. Les inégalités de revenus ne sont pas la résultante de l'efficacité des acteurs économiques, c'est la conséquence d'un réseau de lois et de règles économiques qui favorisent des actions économiques ciblées et certaines couches de la population au détriment des autres. Depuis 1990 et l'émergence accélérée de la globalisation économique et financière, la pauvreté s'est accrue dans les pays développés, malgré une croissance plus ou moins régulière du PIB par habitant. Elle n'est pas restée principalement confinée dans les pays en développement anciennement colonisés, elle s'est installée dans l'ensemble des pays du monde, avec son lot de précarité et d'aides sociales aussi

---

<sup>1</sup> Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.

<sup>2</sup> Stroobants, J-P. (2016), Travailleurs détachés : une réforme qui divise l'UE, Le Monde, 18 Mai, p.3.

<sup>3</sup> En 2015, le patron de BP a obtenu une augmentation de 20 % de sa rémunération (20 millions de dollars), contre l'avis des actionnaires, alors que l'entreprise a cumulé les pertes.

hétérogènes qu'inefficaces à long terme. Si les dirigeants qui ont augmenté leurs revenus avaient été plus efficaces pour la collectivité, le résultat n'aurait pas dû exprimer cette paupérisation relative.

## **L 'élargissement territorial de la pauvreté dans le monde**

Après l'effondrement du bloc soviétique, l'ouverture du commerce mondial est alors présentée comme un facteur de progrès économique pour tous les pays participants et un instrument de lutte contre la misère et la pauvreté. Cependant, au moins trois critiques peuvent être présentées à ce tableau idyllique.

- D'abord, l'équilibre optimal et équilibré soutenu par les théoriciens néo-classiques dans le cadre d'une généralisation du marché n'est qu'une hypothèse réfutée par une simple démonstration mathématique. En outre, cette analyse ne prend pas en compte le rôle éminemment important des Etats, de leurs relations politiques, diplomatiques et commerciales souvent mouvementées et de leurs rapports de conflits guerriers, même en présence de démocraties et d'économies de marché<sup>4</sup>. Les conflits et les guerres économiques n'ont pas disparu, ils sont porteurs d'une paupérisation des peuples qui en sont les victimes<sup>5</sup>.

- Ensuite, depuis la création de l'OMC<sup>6</sup> et l'appartenance de l'ensemble des pays aux Fonds Monétaire International, les crises économiques et financières se sont succédées à un bon rythme, avec son lot d'injustices et de misères. L'évasion fiscale n'est pas combattue avec fermeté et le rôle des Etats est fortement contesté par les sociétés multinationales et autres organisations<sup>7</sup>. En outre, la relation entre le système salarié et le capital est conflictuel dans toutes les instances du processus de production<sup>8</sup>.

- Enfin, le concept de développement durable met en évidence la nécessité de l'intervention de l'Etat, car la recherche du profit maximum des individus

---

<sup>4</sup> Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991, 150p. Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « War, Peace and Security », edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - Emerald, Bingley (UK). Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, (Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011. Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, 2010. Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The genesis of economic thought concerning war and peace, Defence and Peace Economics, 19:5, 321 — 330

<sup>5</sup> Bensahel, L., Fontanel, J. (2002), Guerre économique. Les liaisons dangereuses, Revue Géoéconomie, fin 2002. Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi. Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale in « La question politique en économie internationale », Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2006. Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, Defence and Peace Economics, 2008.

<sup>6</sup> Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

<sup>7</sup> Bensahel, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009. Fontanel, J. (2002), L'action économique de l'Etat, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, Etats filous, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris.

<sup>8</sup> Smith, R., Fontanel, J. (1987), Capital-Labour substitution in defence provision", in "Defence, Security and Development", (DEGER & WEST, Ed.), Francis Pinter, London, June 1987, 17 pages.

conduit à réduire le potentiel de développement économique des générations futures. Il s'agit alors d'intervenir en vue d'éviter les gaspillages, la dégradation des écosystèmes, les aléas technologiques ou l'épuisement des ressources non renouvelables<sup>9</sup>.

Dans les pays émergents, la croissance économique la réduit la pauvreté, mais les inégalités se sont accrues, sauf pour le Brésil, lequel a un ratio de 50 à 1 qui est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Les inégalités salariales sont incriminées, au même titre que le progrès technologiques qui implique des adaptation au travail hétérogènes, la « mondialisation » et la « délocalisation » des recrutements, la déréglementation des marchés, l'essor des trusts, holdings ou firmes multinationales aux comptabilités souvent secrètes, des politiques sociales gommées par la concurrence, le moins-disant international et la moindre redistribution fiscale. Dans les économies émergentes, il existe un vaste secteur informel qui échappe au système de protection sociale. D'autre part, la fourniture des services publics gratuits n'est pas toujours assurée, ce qui réduit le potentiel de « welfare » collectif.

L'OCDE<sup>10</sup> a reconnu l'accélération des écarts des revenus entre les riches et les pauvres. Dans les pays de l'OCDE, les 10 % les plus pauvres disposent de 7000 USD, contre 6000 dollars USD pour les Etats-Unis et 8000 USD pour l'Europe. Respectivement, les 10 % les plus riches gagnent respectivement 25 fois plus au Mexique, 17 fois en Turquie, 14 fois aux USA, 9 % en Europe et 5 % en Finlande. Globalement, dans les économies avancées, le revenu moyen du décile le plus riche de la population est neuf fois plus élevé que le décile de la population la plus pauvre. Cette tendance est apparue presque partout, même dans les pays traditionnellement les plus égalitaires comme l'Allemagne, le Danemark ou la Suède<sup>11</sup>. Les salaires, qui représentent les  $\frac{3}{4}$  des revenus sont principalement mis en accusation. Dans les pays émergents, la croissance économique a réduit la pauvreté, mais les inégalités se sont accrues (sauf pour le Brésil, qui présente cependant le ratio le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, soit 50 à 1). Faute de réformes des retraites, la classe moyenne croissante en Amérique Latine va devenir vulnérable à l'âge de la retraite, car un grand nombre de travailleurs dans le secteur informel ne cotisent pas (45 %). Pour combler ce déficit de couverture, des subventions réduisent les inégalités et la pauvreté, mais pose un grave problème pour les finances publiques. Aujourd'hui, il y a 8 personnes en âge de travailler pour une retraite, bientôt ce ratio va descendre à 4, puis à 2,9 en 2050<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.

<sup>10</sup> OCDE (2015), Inégalités de revenus et pauvreté, OCDE, Paris.

OCDE (2014), Inégalités et croissance, Focus, Décembre.

OCDE (2008), Croissance et inégalités, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>

<sup>11</sup> Quelques pays ont connu un sens inverse, mais les écarts dans ces pays étaient très élevés, supérieurs à 25 fois dans le même référent de comparaison., comme le Chili et le Mexique.

<sup>12</sup> FMI (2015), Pourriez-vous vivre avec 1,25\$ par jour ?, Finances et Développement, Juin.

- L'augmentation des inégalités se retrouve dans toutes les sociétés, dans tous les pays. Pour la Russie, sur la base d'un PIB par habitant de 12500 dollars les inégalités se sont considérablement accrues des deux dernières décennies. Ainsi, le coefficient de Gini était proche de celui de la Suède en 1990 (0,26), il est aujourd'hui de 0,42. Les 10 % les plus riches gagnent 17 fois plus que les 10 % les plus pauvres (contre 4 fois en 1990) et les 1% de la population possèdent 71% de la richesse du pays<sup>13</sup>. En 2012, le Produit intérieur brut par habitant des régions les plus riches était dix fois plus élevé que celui des régions les plus pauvres. En Russie, la situation sociale et économique des individus dépend essentiellement de sa position sur le marché du travail<sup>14</sup>. Le taux de chômage n'est pas bien connu, car il y a une grande différence dans les estimations entre celles du gouvernement (3,3 % en 2009) et celles du BIT (8,8 %, en 2009). Il est vrai que le travail informel prend une place importante. L'Etat a toujours soutenu les entreprises pour leur éviter de disparaître et a soutenu la réduction du temps de travail comme palliatif à la crise. Il existe un salaire minimal, des pensions de retraite, des assurances médicales, des soutiens spécifiques pour les plus pauvres ou les handicapés et un revenu minimum garanti. Cependant, les sommes allouées sont inférieures au minimum vital. En 2009, le salaire minimum, dont 30% des salariés étaient bénéficiaires, représentait 79% du minimum vital, un niveau qu'il n'a atteint qu'au cours des deux dernières années. En 2018, la situation est encore plus préoccupante avec la crise économique, les sanctions occidentales et la baisse du prix des ressources énergétiques exportées. L'allocation chômage ne représente que 10 % du minimum vital estimé. En 1991, la Russie était le pays le moins inégalitaire d'Europe, il est devenu le plus élevé. L'Etat n'exerce plus ses fonctions régulatrices, même au niveau des régions qui souffrent de très fortes inégalités de développement et de la localisation rurale ou urbaine de ses habitants. Les couples avec un ou deux enfants et les personnes seules sont majoritaires parmi les ménages pauvres.

Le contrat social est malmené, les jeunes ne trouvent plus d'emploi, en même temps que la précarité s'accroît. Les classes moyennes sont happées vers le bas. La pauvreté resurgit dans les pays développés, du fait principalement des inégalités salariales croissantes, de progrès technologiques qui excluent du marché de l'emploi les individus sans formation adaptée, ou de la déréglementation des marchés. La mondialisation a permis aux dirigeants et banquiers de percevoir des revenus parfois extravagants. La culture du « jackpot » qui permet aux gagnants de rafler toute la mise est indûment justifiée par les lois. Parallèlement, les dispositifs de protection sociale ont été parfois améliorés, mais la capacité de redistribution réduite de la fiscalité et des

---

<sup>13</sup> Observatoire des Inégalités (2014), les inégalités s'accroissent en Russie, 21 Juillet. [http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id\\_breve=993](http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id_breve=993)

<sup>14</sup> Prokofieva, L. "Pauvreté et inégalités en Russie", CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 20/11/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>

prestations sociales n'a pas permis de combler suffisamment l'écart<sup>15</sup>. D'autre part, face à l'endettement public croissant, la fourniture de services publics gratuits n'est plus toujours assurée, la priorité étant souvent réservée à l'efficacité concurrentielle des marchés nationaux dans la compétition internationale. Si les pays en développement arrivent souvent à améliorer leurs performances économiques relativement à celles des économies développées, les écarts de revenus à l'intérieur des Nations continuent à se creuser.

Il est intéressant, dans ces conditions, de fournir quelques chiffres concernant l'évolution des inégalités de revenus aux Etats-Unis, la grande puissance mondiale durant ce dernier tiers de siècle.

### **L'importance des inégalités de revenus aux Etats-Unis**

Pendant très longtemps, les Etats-Unis n'ont donc pas été le pays inégalitaire que l'on connaît aujourd'hui. Au début du siècle ou dans la période de l'après-guerre, le pays était même moins inégalitaire que les Etats européens. Au début du XXe siècle, environ 50% du revenu total des Etats-Unis étaient détenus par les 10% des Américains les plus aisés. En 1950, cette part avait reculé pour se situer approximativement à un tiers du revenu total national. Dès le début des années 1980, avec la politique de Ronald Reagan, les Etats-Unis sont entrés dans un cycle beaucoup plus inégalitaire. Ainsi, en 2012, le premier décile des Américains les plus riches détenaient 48,16% du revenu total aux Etats-Unis.

En même temps, en 2015, le revenu médian des ménages est resté bien en deçà de ceux d'avant la crise de 2008, et plus de la moitié des Américains estiment qu'ils n'ont pas encore rattrapé financièrement le niveau d'avant la crise<sup>16</sup>. Le taux de croissance des salaires nominaux est moins élevé que celui de l'inflation ou de la productivité. La différence ne s'exprime pas nécessairement sur la croissance de l'économie, car par la part du travail dans la croissance décline nettement depuis 15 ans<sup>17</sup>. En outre, la classe moyenne reste encore la plus importante (50 % de la population en 2015, contre 61 % en 1971)<sup>18</sup>, avec un écart qui a cru pendant cette période. La classe des revenus plus élevés est passée de 14 à 21 %, alors que les plus pauvres représentent dorénavant 29 % de la population (25 % en 1971). Les revenus les plus élevés proviennent de la

---

<sup>15</sup> Ces actions réduisent d'un quart les écarts, avec un pourcentage plus grand dans les pays nordiques et inférieurs aux Etats-Unis ou en Suisse. La progressivité de l'impôt sur le revenu, l'importance de l'évasion et des dépenses fiscales, et la suppression de l'impôt sur le patrimoine, expliquent cette évolution. Il faudrait aussi améliorer l'emploi et l'employabilité, ce qui passe par une amélioration des qualifications de la main d'œuvre. Enfin, dans les économies émergentes, le vaste secteur informel échappe au système de protection sociale.

<sup>16</sup> Lisa Barry P. Bosworth (2015), Limited Gains in Living Standards Caused by a Supply-Side Recession, Brookings - Opinion - December. <http://www.brookings.edu/research/opinions/2015/12/18-supply-side-recession-limited-living-standard-gains-bosworth>

<sup>17</sup> Barrow and R. Jason Faberman (2015), Wage Growth, Inflation, and the Labor Share, FRB Chicago - Fed Letter no 349 - December, [CFL No. 349 in EPUB Format](#)

<sup>18</sup> Pew Research Center (2015), The American Middle Class Is Losing Ground, December 9, 2015 [http://www.pewsocialtrends.org/files/2015/12/2015-12-09\\_middle-class\\_FINAL-report.pdf](http://www.pewsocialtrends.org/files/2015/12/2015-12-09_middle-class_FINAL-report.pdf)

finance, de l'exploitation des ressources naturelles et des responsables exécutifs et les managers. Les revenus les plus faibles naissent dans les ventes de détail, des opérateurs, les cols bleus des industries manufacturières<sup>19</sup>. Plusieurs voix et analyses se font entendre pour mettre en place un plan généralisé de lutte contre la pauvreté<sup>20</sup>. Le niveau de vie de l'Américain moyen stagne. La crise financière de 2008 n'est toujours pas digérée, le rattrapage est long. Cette dernière décennie constitue une perte de standard de vie pour des millions de ménages américains et les prévisions de la prochaine décennie ne sont pas très optimistes sur ce plan, au regard de l'endettement privé et public des Etats-Unis, sauf si les inégalités excessives venaient à être combattues<sup>21</sup>.

Un nouveau rapport publié en Septembre 2015 par le « United States Status Bureau » fournit d'importants renseignements statistiques sur les inégalités de revenus des Etats-Unis et leur évolution<sup>22</sup>. Les chiffres sont révélateurs d'écart de revenus qui croissent, alors même que les économistes tablaient à terme sur un tassement des inégalités de revenus du fait même du développement économique<sup>23</sup>. En revanche, les 20 % les moins rémunérés ne reçoivent pas plus de 15.200 dollars annuels. Dans ce contexte, si le revenu moyen a augmenté, le revenu médian a baissé de 5 %, (9 % pour les hispaniques, 1 % pour les Blancs), ce qui est le signe d'un accroissement des inégalités. Le revenu des ménages médian était proche de 53.700 dollars en 2014 (en baisse de 8 % en 10 ans). Par rapport à 2007, juste avant la crise financière, il a baissé de 6,5 %. Par rapport à 1999, le revenu médian a diminué de 7,2 %, alors même que la croissance économique américaine a augmenté de 33 % en dollars constants. Les 3% des Américains les plus riches reçoivent 30,5 % du revenu total (contre 27,7 % en 2010) et ils disposent de 54,4 % de la richesse globale (contre 44,8 % en 1989).

Quintiles	Revenus disponibles
1	< 21.432
2	< 41.186

<sup>19</sup> DeSilver, D. (2015), America's Middle Class Is Shrinking. So Who's Leaving It? Pew Research Center - Fact Tank - December 14, 2015. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/12/14/americas-middle-class-is-shrinking-so-whos-leaving-it>

<sup>20</sup> David Neumark (2015), Reducing Poverty via Minimum Wages, Alternatives, FRB San Francisco - Economic Letter - December 28, <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-38.pdf>. Brookings Institution (2015), Opportunity, Responsibility, and Security: A Consensus Plan for Reducing Poverty and Restoring the American Dream, AEI-Brookings Working Group – Report – December.. [http://www.aei.org/wp-content/uploads/2015/12/opportunity\\_responsibility\\_security\\_doar\\_strain\\_120315\\_FINAL.pdf](http://www.aei.org/wp-content/uploads/2015/12/opportunity_responsibility_security_doar_strain_120315_FINAL.pdf).

<sup>21</sup> Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011) The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

<sup>22</sup> DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

<sup>23</sup> Le Monde indique un montant nettement supérieur. Il indique que les revenus des 10 % des ménages les plus riches ont augmenté de 10 % entre 2010 et 2013 pour se situer à près de 400.000 dollars par an. On peut considérer, pour expliquer cet écart, que dans un cas il est fait référence au revenu disponible et dans l'autre cas des revenus bruts. Cf. Le Monde (2014), Les inégalités continuent de se creuser aux Etats-Unis, 5 Septembre.

3	< 68212
4	< 112.262
5	> 112.263

Plusieurs facteurs expliquent et aggravent ces différences : les diplômes, le métier, l'âge, le sexe, la citoyenneté, la race, le type de revenus, la situation matrimoniale, la syndicalisation.

### *Les diplômés*

Il y a, aux Etats-Unis, une évolution structurelle à la hausse des inégalités, qui se poursuit. Cette augmentation est due à des facteurs de différentes natures, notamment à une très grande inégalité dans le système éducatif. Les investissements dans les universités publiques sont limités et les droits d'inscription sont devenus très élevés dans les établissements privés. Le revenu moyen des parents d'étudiants de l'Université d'Harvard correspond actuellement au revenu moyen des 2% des Américains les plus aisés. Pourtant, si l'on exclue les Universités privées mondialement recommandées et dont les diplômes sont de véritables visas vers la richesse et la grande aisance, selon les indices et les mesures du bien-être et les choix de carrière, les jeunes diplômés ont de meilleures performances avec des années d'éducation moindres. Avec le coût exorbitant des collèges et l'endettement croissant des étudiants, un débat existe sur l'efficacité et le retour sur investissement de l'éducation. Cependant, les détenteurs de diplômes sont généralement employés à plein temps (3% de chômeurs) contrairement aux salariés les moins éduqués (12,2 % de chômeurs).

### *Le type de revenus*

Pendant les crises boursières, les revenus des plus riches diminuent. Par exemple, les années 2008 et 2009 n'ont pas été favorables à l'exercice des stocks-options. Cependant, si les crises financières ont un effet de court terme, elles ne modifient pas pour autant les évolutions structurelles. Dès 2012, 51% du revenu total était perçu par les 10% des Américains les plus aisés, ce qui constitue le record historique absolu pour les Etats-Unis. Les portefeuilles en Bourse et même l'immobilier ont plus rapporté que le travail. Cet effet richesse a été accru par les injections considérables de liquidités de la FED (Federal Reserve Bank), en vue de relancer l'économie nationale, avec des taux d'intérêt quasiment nuls qui ont favorisé les investissements dans l'immobilier et les actions réalisés principalement par ceux qui disposent d'une capacité financière reconnue par les banques (On ne prête qu'aux riches). Il est aisé de constater que la plupart des décisions prises par le gouvernement américain sont fondées sur l'idée selon laquelle la croissance économique dépend de l'optimisme et du dynamisme des entrepreneurs et des actionnaires, ce qui explique que ces deux catégories soient toujours protégées. Sans un système fiscal redistributif, les écarts ne pourront que croître en faveur des rémunérations des dirigeants

(lesquelles sont de moins en moins reliées à la notion de salariat) et des actionnaires. Pourtant, Barack Obama a souhaité lutter contre la pauvreté. L'augmentation du salaire minimum fédéral (7,25 dollars de l'heure) dispose aujourd'hui d'un fort soutien populaire, notamment chez les Démocrates. 73 % des Américains souhaitent même sa revalorisation à 10,1\$ par heure<sup>24</sup> (le niveau du salaire minimum en France). Certains Etats ont établi eux-mêmes leur propre salaire minimum, car cela dépend du niveau de vie. En fait, selon les niveaux de vie hétérogènes des Etats fédérés, le niveau du salaire minimum n'a pas la même signification. Il faut tenir compte du niveau de vie nécessaire à une vie satisfaisante dans un Etat, la localisation à New York étant bien plus onéreuse que celle de Denver<sup>25</sup>. Cependant, certaines études considèrent que les augmentations du salaire minimum fédéral conduisent aussi à l'augmentation du chômage<sup>26</sup>, ce qui a été réfuté par les études de David Card<sup>27</sup>, lequel a aussi mis en évidence les effets parfois positifs (mais pas généralisables) de l'émigration sur les revenus des salariés.

### *L'âge*

Un tiers des Américains sont aujourd'hui âgés entre 18 et 34 ans (Millennials), cette classe d'âge a dépassé la Génération X (de 35 à 50 ans). Bien peu de teenagers sont entrés dans le monde du travail en comparaison avec leurs homologues des années 1970 (dont beaucoup d'entre eux trouvaient aussi un travail pendant l'été, alors qu'aujourd'hui à peine un tiers peut en bénéficier). Les plus hauts revenus vont aux ménages de 45 à 54 ans (66.700\$), puis à ceux âgés de 25 à 34 ans (60.580\$). La moitié des personnes appartenant aux tranches d'âge 25 à 34 ans et de plus de 65 ans perçoivent au moins 54.000\$. Entre 18 et 24 ans, le salaire médian atteint 34.000 dollars.

Les programmes de santé et de retraite pour les vieux américains, la sécurité sociale et Medicare développent un fardeau fiscal massif que devront supporter les nouvelles générations, ce qui paralysera le pays avec des dettes qui le rendront insolvable. Aujourd'hui, l'endettement public est de l'ordre de 18.000 milliards de dollars, mais si l'on tient compte des obligations engagées, ce chiffre passe à un niveau insoutenable, près de 200.000 milliards de dollars. Le système de la sécurité sociale sera insolvable dans 19 ans et Medicare dans 15 ans. Pour couvrir ces frais, en 2050 les travailleurs auront à payer un tiers de leurs revenus seulement pour couvrir les obligations fiscales, soit deux fois plus

---

<sup>24</sup> PewResearchCenter (2014), Most See Inequality Growing, but Partisans Differ over Solutions, PewResearchCenter, January 23, 2014, <http://www.people-press.org/2014/01/23/most-see-inequality-growing-but-partisans-differ-over-solutions/>

<sup>25</sup> DeSilver, D. (2016), Cost-of-Living Disparities Within States Complicate Minimum-Wage Debate, Pew Research Center – Fact Tank - April 7, 2016, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/04/07/cost-of-living-disparities-within-states-complicate-minimum-wage-debate/>

<sup>26</sup> Clements, J., Wither, M. (2015), **The Minimum Wage and the Great Recession:** Evidence of Effects on the Employment and Income Trajectories of Low-Skilled Workers, Cato Institute – Research Brief – March 18, 2015 – 3 pages. <http://object.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/research-brief-22.pdf>

<sup>27</sup> Walker, P.J. (2016), David Card, pourfendeur d'idées reçues, Finances & Développement, Mars. P.3.

qu'aujourd'hui. Dans ce cas, la plupart des salariés ne pourront pas épargner pour leurs propres retraites. Les seniors pensent que c'est un droit puisqu'ils ont payé pendant toute leur vie active à cette fin. Cependant les retraités entre 2000 et 2010 recevront une moyenne de 3\$ et 7\$ pour chaque dollar payé dans Medicare de plus que s'ils avaient investis dans les marchés privés. C'est la même chose pour la sécurité sociale. Du fait de promesses infondées, il n'est plus possible de recevoir des intérêts du fait des paiements à satisfaire pour les retraités actuels. Nos paiements sont simplement trop généreux.

Ces programmes conduisent aussi les pauvres à payer pour les riches. La Sécurité sociale concerne 65 % des seniors, mais la richesse des seniors est 47 fois plus importante que celle des adultes de moins de 35 ans, alors qu'en 1980 ce chiffre était de 10 %. Il faut donc une réforme aujourd'hui. EN 1940, 60 % des Américains vivaient 14 années après leur 65<sup>e</sup> anniversaire. Aujourd'hui le pourcentage est passé à 80 % et plus de 20 ans en moyenne, ce qui est un bon résultat, mais le système doit être réadapté car il y a trois travailleurs pour chaque retraité, ce qui diminue progressivement.

Les Américains fortunés n'ont pas besoin de la Sécurité sociale ou de Medicare au regard de leurs revenus. Il y a là un transfert des jeunes vers les vieux qu'il convient de restaurer. Il faut revoir cette situation, c'est une nécessité.

### *Inégalités générationnelles*

Les technologies ont changé les modes de vie et les emplois des Américains, notamment ceux des Millénaires<sup>28</sup>, ces jeunes adultes nés dans les années 1980 et 1990. L'ordinateur et le téléphone portables sont devenus des « outils de vie » indispensables, les ouvrant à une masse d'informations considérable qui impacte à la fois leurs vies personnelles et leurs compétences au travail. Les jeunes restent plus longtemps dans les écoles et universités et ils entrent dans la vie active plus tard. Ils dépensent plus en éducation et ils s'endettent. En 2015, l'endettement a atteint plus de 35.000 dollars en moyenne par étudiant<sup>29</sup>, soit 2000 dollars de plus qu'en 2014 et 15.000 de plus qu'en 2000, pour 70 % des étudiants. Une combinaison de salaires stagnants, des fonds fédéraux et fédérés en déclin et l'augmentation des frais de scolarité (tuition) ne laissent que deux choix aux familles, l'emprunt ou l'envoi des enfants dans les écoles les moins chères. Il reste aussi l'épargne préalable. Or, avec le déficit budgétaire, aucune amélioration ne semble possible dans le court terme, au regard de la volonté des Républicains de réduire le budget de l'Etat.

Il faut de plus en plus d'éducation, surtout scientifique et de business, mais à un prix de plus en plus élevé. 32% des femmes obtiennent le « bachelor degree »

---

<sup>28</sup> Joint Economic Committee (2015), Millennials' Slow Start Down the Road of Life, [https://www.legistorm.com/stormfeed/view\\_rss/856899/office/33.html](https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/856899/office/33.html)

<sup>29</sup> MarketWatch (2015), Class of 2015 has the most student debt in U.S. History, <http://www.marketwatch.com/story/class-of-2015-has-the-most-student-debt-in-us-history-2015-05-08>, May 9, 2015.

contre 24 % pour les hommes. Or, 65 % des emplois requièrent une éducation post secondaire, mais les échecs dans ce domaine toucheront 3 millions d'emplois en 2018.

Pour l'enseignement supérieur, plus d'un tiers des étudiants de 24 à 28 ans ont des actifs inférieurs à l'ensemble de leur passif. 44 % des diplômés récents sont sous-employés, au regard de leur niveau d'étude et 42 % seulement ont un emploi justifié par le domaine spécifique de leurs études. En outre, les salaires ont plutôt diminué pour cette catégorie. Il y a de moins en moins d'entrepreneurs, car il est très onéreux pour s'installer et la compétition des grandes entreprises a un effet décourageant. 60 % des jeunes adultes reçoivent une aide financière de leurs parents. Il existe une inégalité générationnelle croissante, et les jeunes adultes se marient plus tard. Ils paient plus pour les fonds publics qu'ils n'en reçoivent.

### *Compétences inadéquates*

L'économie est vulnérable aux bulles financières et aux prêts de consommation excessifs pour soutenir la demande, mais elle n'est pas capable de générer des emplois adéquats. On parle de cette stagnation séculaire, laquelle prédite au début du XXe siècle, n'a pas été vérifiée du fait des guerres. Cependant, la libéralisation du secteur financier a permis aux plus riches de capturer une part croissante du produit social, ce qui constitue aujourd'hui un frein incontestable au développement économique et à la résolution des questions du chômage.

Selon la théorie de la technostructure de John Kenneth Galbraith<sup>30</sup>, les cadres dirigeant, engagés pour leur compétence, participent à la gestion et à l'administration des entreprises. Avec la complexité accrue des décisions, la direction des grandes entreprises leur a été confiée par les familles des fondateurs. Leur pouvoir s'accroît au détriment des propriétaires, mais aussi des clients auxquels ils imposent leurs choix, grâce notamment à la publicité et aux activités de marketing (théorie de la filière inversée). Dans ce contexte, la technostructure cherche à pérenniser le niveau de bénéfice, à développer les parts de marchés et à contrôler l'environnement social. Avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et du monétarisme friedmanien, les actionnaires ont repris provisoirement le contrôle des entreprises. La compétence technique ne modifie en rien la légitimité du pouvoir de l'actionnaire. Aujourd'hui, de nombreux patrons sont en même temps les créateurs de leurs entreprises, notamment dans le cadre de la révolution informatique, puis numérique, et la technostructure, toujours nécessaire, doit satisfaire leurs propres exigences. Cependant, les nouveaux patrons d'entreprise ont repris un pouvoir qui leur avait été contesté. Sur les questions des rémunérations, même lorsque les actionnaires votent contre une augmentation de la direction, les règles du contrat

---

<sup>30</sup> Galbraith, J.K (1968) *Le nouvel Etat industriel*, Gallimard, Paris.

de travail protège la nouvelle « technostructure », souvent quels que soient les résultats obtenus. Le patron de WPP a pu ainsi recevoir 90 millions d'euros en 2015, soit près de 50.000 euros de l'heure. Pendant trois années consécutives, le patron d'Oracle n'a eu l'aval des actionnaires concernant sa rémunération, sans aucune incidence sur le versement intégral des sommes perçues. Au fond, la technostructure se propose aujourd'hui de défendre ses propres intérêts, persuadés de leur supériorité. Aux Etats-Unis le rapport entre ce que gagne un patron par rapport à un salarié est de l'ordre de 303, il était de 20 un demi siècle plus tôt<sup>31</sup>. En France, en juin 2016, un article proposé en Commission de l'Assemblée Nationale prévoit le principe d'un accord préalable public et contraignant de l'assemblée générale des actionnaires sur les rémunérations versées aux dirigeants d'entreprise.

Les fonds de pension et les investisseurs institutionnels se sont mêlés des affaires des sociétés, en donnant des incitations précises aux dirigeants d'entreprise. Pour éviter la collusion des intérêts des managers et des subordonnés, de nouvelles formes de gouvernances ont été organisées. Les rémunérations sont dorénavant indexées sur les performances à la Bourse (notamment par les stocks-options) ou sur d'autres critères de rentabilité (parts de marché). Dans ce contexte, si les salaires sont « trop » élevés, la valeur des actions est poussée vers la baisse et la compétitivité de l'entreprise, même rentable, n'est pas optimisée.

L'économie a de plus en plus intensivement besoin de compétences (skills), l'éducation devient centrale et constitue un remède contre la récession. Cette analyse de David Autor<sup>32</sup> est contestée par Kuttner, lequel ne trouve aucune évidence d'un changement historique de trend dans ce domaine, ainsi que Katz et Goldin<sup>33</sup> (*The Race between Education and Technology*). La période la plus intense de l'économie digitale a été relativement égalitaire, car en période de plein emploi. Si l'emploi existe, alors les hommes s'entraînent pour le prendre. L'absence de compétences ne concerne, selon Krugman, qu'une fraction du marché du travail. Il y a des raisons qui justifient l'amélioration de ces compétences en math et sciences, mais le remède ne résoudra pas le problème des inégalités ou des salaires stagnants pour la grande majorité. Des personnes très compétentes dont des fraudeurs de Wall Street et agissent pour faire s'effondrer l'économie.. Certaines personnes très compétentes ne trouvent pas d'emploi à leur niveau et de plus en plus d'individus ayant un diplôme de collège ont des emplois qu'une compétence de High school suffirait.

Aujourd'hui, le progrès est organisé autour de l'informatique de la science de la communication, elle est accompagnée d'une révolution financière

---

<sup>31</sup> Albert, E., Lauer, S. (2016), Les actionnaires engragent, les patrons engrangent, *La Monde*, 18 mai, p. 5.

<sup>32</sup> Autor, D.H. (2014), Skills, Education, and the Rise of Earnings Inequality Among the "Other 99 Percent", *Science*, 23 May 2014: 344 (6186), 843-851.

<sup>33</sup> Goldin, C. D., & Katz, L. F. (2009). *The race between education and technology*. Harvard University Press. Cambridge, MA.

extrêmement vorace, qui consomme énormément de ressources produites et valorise les inégalités et la mondialisation qui a modifié l'organisation de la chaîne des valeurs avec l'externalisation et la sous-traitance. Les règles établies, l'éthique qui participait aux échanges et aux alliances et les solidarités traditionnelles se sont érodées rapidement. L'entreprise n'est plus devenue une institution locale, elle s'est déterritorialisée, abandonnant ainsi toute ses fonctions protectrices développées pendant l'ère du fordisme. Les emplois n'ont plus pour rôle complémentaire d'être épanouissants, ils créent la concurrence interne, les inégalités de revenus et de traitement, la précarité. Les hommes tombent en panne plus souvent que les machines, avec l'essor du fameux « burn out » dans la vie stressante et précaire du travail d'aujourd'hui.

L'ouverture des frontières a permis à certains pays en développement de recevoir du travail et de nouveaux revenus, au détriment des pays développés. Cependant, dans ce cas, les standards des conditions de travail et de rémunération ne sont pas respectés. La concurrence sur les hommes ressemble au marché des esclaves, sous une forme plus moderne. Une répartition normale des gains de productivité n'est fondée sur la technologie, la compétence ou la globalisation, il faut renforcer la part du travail, contraindre les grandes richesses et soutenir un gouvernement démocratique. Sans volonté politique, ce n'est pas l'éducation ou les compétences qui restaureront les revenus des classes moyennes ou ouvrières. L'action gouvernementale est essentielle pour l'essor des biens collectifs et le contrôle de la cupidité et du pouvoir des élites financières, des barons voleurs qui concentrent la richesse. La globalisation industrielle et l'usage des « supply chain » impliquant des pays à faibles revenus ont élargi les inégalités nationales.

Les Présidents peuvent aller bien au delà des obligations de leurs mandats. Obama aime les approches modestes mais ingénieuses des problèmes publics. Dans un pays qui a une idée désastreuse des impôts, il faut convaincre aujourd'hui de la nécessité de protéger les hommes des évolutions du climat. Les historiens retiendront de cette dernière décennie comme une série de faux départs. Avec un autre Président que Bush, les attaques du 21 Septembre auraient pu produire un sens résurgent de destinée commune et d'essor d'un gouvernement plus démocratique. Au contraire, le gouvernement s'est engagé dans la guerre, l'obsession du secret et la division politique. Avec le progressiste Obama, les investissements publics méritaient mieux qu'un faible et ciblé stimulus fiscal avec le 2009 Recovery Act. Avec les tornades, il aurait aussi pu définir une menace commune et chercher à trouver un remède public. Les jeunes d'aujourd'hui vivent sous la menace du changement de climat et d'horizons économiques déprimés. Il faudrait développer l'investissement public pour permettre des standards de vie satisfaisants à un coût réduit pour la planète. Il faudra à un moment ou à un autre mobiliser des ressources publiques et restaurer les objectifs communs. De nouveaux mouvements sociaux vont naître de cette langueur qui se transforme en crise.

Aujourd'hui, comme hier, les machines sont accusées d'être responsable du chômage. Marx considérait qu'elles étaient un instrument de pression des capitalistes sur les travailleurs en vue de réduire constamment les salaires pour lutter contre la baisse et l'égalisation tendancielle du profit. Dioclétien déjà avait lui-même, dans un système qui n'était pas celui du marché, interdit l'utilisation d'une machine capable de limiter les emplois et de créer une misère factice. En revanche, les économistes ont toujours soutenu l'innovation par les machines, beaucoup plus que l'innovation sociale. Pendant les Trente Glorieuses, les machines étaient portées au pinacle par leur capacité à augmenter la productivité du travail et à accélérer les processus de la croissance et du développement économiques. Or, aujourd'hui, la question est de savoir si ces machines, au lieu d'être complémentaires, ne se substituent pas aux emplois ou impliquent la recherche de nouveaux emplois plus qualifiés, mais en nombre réduit. Erik Brynjolfsson and Andrew McAfee<sup>34</sup> mettent en évidence comment les machines digitales obligent les individus à se mouvoir à un rythme accéléré, mais ce mouvement a toujours existé depuis la révolution industrielle du capitalisme. Cependant, l'impact de l'automation sur le travail est considérable, créant une véritable anxiété chez les salariés, même s'il s'agit incontestablement d'un progrès. Il y a une forte anxiété sur cette question. La question de « timing » est essentielle. Est-ce que l'automation s'imposera rapidement ou plus graduellement ? Les machines ne sont pas encore capables de satisfaire les tâches mentales et physiques complexes, lesquelles peuvent être accomplies de manière aisée et peu onéreuse par les êtres humains. Tout dépend aussi du type d'automation, entre celui d'une usine et celui d'un ordinateur qui sert à la recherche, à écrire des rapports ou qui traduit les conversations. La question est de savoir s'il faut comparer les chevaux de trait des années 1900, juste avant l'arrivée du moteur, avec les travailleurs d'aujourd'hui. Il est certain que les activités de moyenne compétence sont de moins en moins nombreuses, avec une perte de l'ordre de 15 % des parts de marché en 30 ans. Cela explique en partie les raisons pour lesquels les salaires des classes moyennes stagnent.

La question est plutôt de savoir comment les fruits de productivité nouvelle sont distribués. Il faut aussi installer des mécanismes de redistribution comme un fonds mutuel national, plus d'investissements en termes d'infrastructures, des programmes d'emploi du gouvernement et des bons pour les biens de grande nécessité. La libéralisation du capital a rendu peu efficace les redistributions nationales nécessaires. Les économistes, unanimement, réclament une éducation de plus en plus élaborée et adéquate, mais de nombreux diplômés se trouvent ensuite au chômage. La question n'est pas seulement l'éducation, mais plutôt quelle éducation, pour en faire quoi dans l'ordre économique d'aujourd'hui et de demain ? Les super élites ont alors eu la capacité à capturer

---

<sup>34</sup> Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). *The second machine age: work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies*. WW Norton & Company.

une part de plus en plus importante du produit social, bien au-delà de leur propre productivité et efficacité. Cependant, si le « breakthrough » de l'automatisation n'est pas encore pour demain, les écarts des inégalités croissent du fait de la substitution rapide du travail par le capital, mais aussi de la menace que les machines font peser, aujourd'hui et demain, à la compétitivité du travail, toutes choses égales par ailleurs.

Même si l'automatisation ne va pas aussi vite que les pessimistes veulent bien le dire, les êtres humains de travaux de qualité intermédiaire sont de moins en moins requis dans le processus de la production. Parfois, cependant, il s'agit d'instrument qui renforce leur productivité sans remplacer l'emploi des hommes pour autant. Il est indéniable que certains métiers vont disparaître rapidement comme la tenue des livres comptables, le travail de bureau et les tâches répétitives sur une ligne d'assemblage disparaîtront. Dans la prochaine décennie aussi bien les cols bleus que les cols blancs seront concernés, directement sur leur propre site, ou indirectement devant la raréfaction de la demande marchande du travail. En revanche, les travaux hautement payés qui réclament de la créativité et une capacité à régler les problèmes, à l'aide d'ailleurs des ordinateurs, devraient se développer. Les activités à forte compétence sont résistantes à l'automatisation, alors que les emplois peu qualifiés vont recevoir des salaires stagnants sur le marché d'un type d'emploi en recul. La reconversion des compétences sera alors l'une des clefs du problème.

La question est plutôt de savoir comment les fruits de productivité nouvelle sont distribués. Les auteurs réclament une éducation de plus en plus élaborée et adéquate, mais il faut aussi installer des mécanismes de redistribution comme un fonds mutuel national, plus d'investissements en termes d'infrastructures, des programmes d'emploi du gouvernement et des bons pour les biens de grande nécessité. La libéralisation du capital a rendu peu efficace les redistributions nationales nécessaires. Les super élites ont alors eu la capacité à capturer une part de plus en plus importante du produit social, bien au-delà de leur propre productivité et efficacité. Il faut faire renaître les mécanismes de redistribution, les investissements publics, les emplois gouvernementaux et les aides sociales. La part de la valorisation du travail a été considérablement affaiblie.

La question de l'automatisation doit se poser ainsi. L'automatisation peut rendre la population capable de satisfaire ses besoins avec moins d'efforts physiques, de travaux répétitifs, de travaux dépourvus de sens. La question n'est donc pas technique, elle est dans la redistribution des revenus nouveaux potentiels ainsi générés. Autrement dit, l'essor de l'automatisation va dans le sens du progrès humain, mais elle ne peut avoir de réponse positive des citoyens que si la question de la redistribution des gains est non seulement envisagée, mais décidée. Il est certain que les règles du capitalisme ne sont pas adaptées à l'automatisation généralisée. Les réticences à modifier le système de prédation des riches sur les richesses produites ne seront plus acceptables socialement et démocratiquement. Le refus de composer avec cette nécessaire évolution, voire

révolution intellectuelle, produira de nouveaux espaces de famine, une violence sociale généralisée et l'émergence de guerres aux conséquences catastrophiques pour l'ensemble de l'humanité.

### *La « race »<sup>35</sup>*

En 1973, pour un revenu médian de l'ordre de 45.000 dollars pour l'ensemble des Américains, ces revenus étaient respectivement de 51.000 dollars pour les Blancs, 39.000\$ pour les Hispaniques et 31.000\$ pour les Noirs. En 2014, les Asiatiques ont un revenu médian de 74.300 dollars, à comparer au revenu de 60.256\$ (18% d'augmentation par rapport à 1973) pour les Blancs non hispaniques, 42.500\$ (en augmentation de 9 %) pour les Hispaniques et de 35.400\$ (en augmentation de 14 %) pour les Noirs. Or, le PIB par habitant a doublé entre 1973 et 2014, passant de 23.500 à 46.000 dollars (dollars 2005)<sup>36</sup>. Ces chiffres soulignent l'importance de l'accroissement des inégalités de revenus. D'autre part, le rattrapage des différences entre les différentes races n'est pas évident. La politique d'immigration met en évidence à la fois les salaires plus faibles des hispaniques en comparaison de ceux perçus par les Blancs de souche (cela est due aussi à l'immigration clandestine). Au contraire, l'immigration blanche et asiatique reçoit des revenus supérieurs à ceux des Américains de souche, ce qui met en évidence le caractère élitiste de cette immigration. Il est possible ensuite de mettre en évidence que les ménages qui ont immigré, à condition ensuite d'avoir pris la nationalité américaine, reçoivent des revenus supérieurs en général à ceux des citoyens non naturalisés<sup>37</sup>.

### *Le sexe*

De 2010 à 2013, si le salaire des femmes travaillant à plein temps n'a pas changé, pour les hommes il a diminué de 2,2 %. L'écart entre les hommes et les femmes est resté le même à heures travaillées constantes (79 cents pour 1 dollar), mais les femmes depuis 2007 ont augmenté leur quota de travail à plein temps, alors que celui des hommes est resté inchangé. De ce fait, aujourd'hui les femmes reçoivent 83 dollars quand les hommes en perçoivent 100. De 25 à 34 ans, elles reçoivent 91 cents pour 100 cents aux hommes pour le même travail. Les femmes ont des difficultés à rattraper leurs retards de salaires par rapport à ceux des hommes, même si pour la population la plus jeune les écarts se réduisent. L'amélioration est nette, mais l'égalité des hommes et des femmes n'est pas encore établie.

### *Situation matrimoniale, la situation géographique et la syndicalisation*

---

<sup>35</sup> Rappelons qu'il n'existe pas de races humaines différentes, seulement des pigmentations de la peau différentes.

<sup>36</sup> Kolesnikov, I. (2015), GDP Statistics from the World Bank, <http://knoema.fr/mhrzolg/gdp-statistics-from-the-world-bank>

<sup>37</sup> DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

Le revenu médian des ménages américains se situe à 81.000 dollars en 2013. Le taux de pauvreté croissant des ménages est surtout lié au célibat. Les femmes seules perçoivent un revenu médian de 36.100 dollars contre 53.700 dollars pour les hommes dans la même situation<sup>38</sup>. De 2009 à 2012, 57,1 % des ménages restent dans le même quintile, alors que les autres progressent ou régressent. Dans tous les cas, le degré d'éducation améliore le quintile.

Dans une ville, le revenu médian atteint 61.600 dollars, contre 45.500\$ dans les zones rurales. Aujourd'hui, le salaire minimum est fixé par l'Etat fédéral, mais certaines villes l'ont augmenté au regard du coût de la vie supérieur dans leur zone. Los Angeles a notamment décidé de l'augmenter pour atteindre 15 dollars de l'heure en 2020<sup>39</sup>.

Le nombre de syndiqués est passé de 35 % en 1954 à 11 % en 2014, de moitié depuis 1985, avec une accélération accrue depuis 2000. Si le droit américain est plutôt favorable à la syndicalisation, les classes sociales supérieures lui sont opposées, même si elles le sont un peu moins pour le travail en usine.

Philosophiquement, il a souvent été affirmé que les inégalités sont un phénomène normal, lié au talent, au travail et à la réussite. D'autres causes, au moins aussi importantes, doivent être mises en évidence. Si l'inégalité semble parfois être justifiée par une plus grande productivité, celle-ci ne peut être distinguée du travail des autres personnes subordonnées. L'importance des écarts est donc déterminée sur la base d'autres critères non écrits, dont la valeur n'est pas fondée dans l'ordre économique. De ce fait, les catégories au départ défavorisées pourraient contester cet ordre établi.

### **Aperçu général de la pauvreté aux Etats-Unis**

La pauvreté est à la fois un état plus ou moins violent d'absence de satisfaction de besoins ou désirs fondamentaux, et une situation comparative. En parités de pouvoir d'achat, le revenu moyen des Américains est 40 % supérieur à celui de la France. Or, le PIB par habitant des deux pays est de l'ordre de 30 %. Il en résulte que les pauvres sont beaucoup plus pauvres aux USA. La politique de la France au sortir de la deuxième guerre mondiale a conduit à une réduction progressive de la plupart des précarités avec la mise en place de la protection du travail et du travailleur, le remboursement des soins de santé grâce à la Sécurité sociale, l'établissement des régimes de retraite et la citoyenneté reconnue des femmes par le droit de vote, puis, plus tardivement, l'allocation parentale et la parité politique, permettant l'égal accès aux mandats électoraux. Aujourd'hui, certains de ces acquis sont au centre des discussions sociales, entre ceux qui

---

<sup>38</sup> DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

<sup>39</sup> Libération (2015), Le salaire minimum à 15 dollars l'heure fait rage, [http://www.liberation.fr/futurs/2015/07/06/le-salaire-minimum-a-15-dollars-fait-rage\\_1344546](http://www.liberation.fr/futurs/2015/07/06/le-salaire-minimum-a-15-dollars-fait-rage_1344546)

souhaitent une plus grande privatisation, un code du travail plus clément pour les entreprises, la remise en cause d'une sécurité sociale publique ou l'allongement de l'âge de la retraite, et ceux qui défendent des droits acquis pas toujours légitimes au regard des conditions offertes aux autres travailleurs. Dans ce cadre, le salaire médian des ménages est sans doute un peu inférieur. La pauvreté est un état spécifique de la vie.

### *Quelques chiffres significatifs*

Selon, les estimations officielles des Etats-Unis, il y aurait 47 millions de pauvres. Le seuil de pauvreté représente aujourd'hui 14,8 % de la population (contre 12,7 % en 2007), mais surtout un tiers des Américains passent, à un moment de leur vie, en dessous du seuil ainsi défini, indicateur inquiétant de la précarité de certains citoyens. 21 millions de personnes gagnent moins de la moitié du revenu considéré comme le seuil de pauvreté. De 2007 à 2013, au moins 35 % de la population a connu la pauvreté au moins pendant deux mois. En revanche, la pauvreté chronique sur 4 ans concerne moins de 3 %, de la population. La méritocratie fonctionne finalement mal, même les personnes disposant d'un « bachelor degree » sont aujourd'hui concernées, tout comme les familles de couples mariés.

Plus inquiétant, plus de 21 % (15 millions) d'enfants sont concernés (dont 26,2 % d'enfants noirs, 23,6 % d'Hispaniques et 10 % de Blancs non hispaniques), à comparer avec les taux de 13,5 % pour les personnes âgées de 15 et 64 ans et 10 % pour les personnes âgées. Pour les enfants qui vivent avec une femme seule, le taux de pauvreté monte à 46,5 %, et même à 55,1 % pour les enfants de moins de 7 ans.

13,4% des hommes sont pauvres contre 16,1% des femmes. Ce problème de genre est encore plus prononcé chez les personnes âgées de plus de 64 ans (7,4 % pour les hommes et 12,1 % pour les femmes). Notons que si le taux de chômage officiel n'a cessé de baisser depuis 2010, il n'informe pas sur le fait que de plus en plus d'Américains renoncent à rechercher un emploi. Presque 7 % des travailleurs sont pauvres contre 33,7 % des chômeurs.

Le taux de pauvreté est plus élevé chez les personnes qui ne sont pas nées aux USA (14,2 % pour les natifs et 18,5 % pour les autres). Cependant, 11,9 % des étrangers naturalisés sont concernés contre 24,1 % pour ceux qui ne sont pas Américains.

28,9 % des personnes âgées de 25 ans ou plus, sans diplôme de high school, sont pauvres, il est de 14,2 % pour ceux qui n'ont pas atteint le collège et 10,2 % pour ceux qui ont obtenu ce niveau.

Enfin, c'est dans le Sud qu'il y a le plus haut taux de pauvreté (16,5 %). Ajoutons que la maladie facilite l'effondrement vers la misère (28,5 % des malades).

En conclusion, aux Etats-Unis, il vaut mieux ne pas être une femme noire, seule avec des enfants de moins de 7 ans, malade, habitant le Sud, sans diplôme et âgée de moins de 24 ans.

L'économie a de plus en plus intensivement besoin de compétences (skills), l'éducation devient centrale et constitue un remède contre la récession. Cette analyse de David Autor<sup>40</sup> est contestée par Kuttner, lequel ne trouve aucune évidence d'un changement historique de trend dans ce domaine, ainsi que Katz et Goldin<sup>41</sup> (*The Race between Education and Technology*). La période la plus intense de l'économie digitale fut relativement égalitaire, car en période de plein emploi. Si l'emploi existe, alors les hommes s'entraînent pour le prendre.

L'absence de compétences ne concerne qu'une fraction limitée du marché du travail. Il y a des raisons qui justifient l'amélioration de ces compétences en math et sciences, mais le remède ne résoudra pas le problème des inégalités ou des salaires stagnants pour la grande majorité. Des personnes très compétentes dont des fraudeurs de Wall Street et agissent pour faire s'effondrer l'économie. Certaines personnes très compétentes ne trouvent pas d'emploi à leur niveau et de plus en plus d'individus ayant un diplôme de collège ont des emplois qu'une compétence de High school suffirait. L'économie est vulnérable aux bulles financières et aux prêts de consommation excessifs pour soutenir la demande, mais elle n'est pas capable de générer des emplois adéquats. On parle de cette stagnation séculaire, laquelle prédite au début du XXe siècle, n'a pas été vérifiée du fait des guerres.

L'échec pour élargir les gains de productivité n'est pas une conséquence des technologies, compétences et même de la globalisation, mais il c'est notre échec pour contraindre et contenir la grande richesse privée, de donner plus de poids au travail et à inventer un gouvernement démocratique ayant des objectifs nationaux. Ce n'est pas le système éducatif amélioré ne restaurera pas des gains des classes ouvrières et moyennes. Pendant les périodes de guerre, les structures des économies capitalistes prennent racines dans l'investissement public et le plein emploi. L'échec du partage des gains de productivité n'a rien à voir avec la technologie ou les compétences. L'histoire du libéralisme a pris ses forces dans l'expérience de Teddy Roosevelt en faveur de la création des biens collectifs et comme contre-force au pouvoir des élites financières. A l'époque, il n'y avait pas de crise économique profonde, ni de guerre, mais des barons voleurs disposaient d'une concentration encore jamais connue de richesse. Il a convaincu des citoyens de corriger cette « imbalance ». Le résultat ne fut pas décisif, mais il a engagé une action pionnière intéressante. Il s'agissait plus de réduire les abus des privilégiés, plus que d'améliorer les conditions des plus pauvres. Il luttait contre les « malefactors of great wealth » (chemin de fer, banques, pétrole) et autres concentrations au pouvoir politique excessif et à

---

<sup>40</sup> Autor, D.H. (2014), Skills, Education, and the Rise of Earnings Inequality Among the "Other 99 Percent", *Science*, 23 May 2014: 344 (6186), 843-851.

<sup>41</sup> Goldin, C. D., & Katz, L. F. (2009). *The race between education and technology*. Harvard University Press.

l'action négative (par les prix) à l'encontre des classes moyennes. Il a alors augmenté des impôts progressifs de façon à limiter l'influence perverse de la richesse sur les revenus potentiels. L'allègement du fardeau des classes ouvrières n'était pas à son programme, il ne soutenait pas les syndicats, ni le socialisme. Il souhaitait surtout aider la classe moyenne contre les 1%. C'était une phase exploratoire du New Deal, laquelle après la guerre a conduit aussi au Plan Marshall, témoignant s'une grande solidarité.

Ces actions publiques sont aujourd'hui abandonnées. Le retard dans les infrastructures représentent, selon l'American Society of Civil Engineers des dépenses de l'ordre de 3.600 milliards de dollars, sans inclure les services de « smart grid » ou de « world-class Internet service ». Par exemple, Chattanooga utilise son service internet à haute vitesse créé par la municipalité comme un outil de développement économique régional pour les compagnies technologiques. L'investissement en infrastructure est nécessaire, il donne une stimulation macroéconomique importante. Il devrait aussi permettre d'accélérer la transition pour un développement soutenable et une lutte contre le changement de climat. Avec un investissement d'infrastructure de 500 milliards de dollars par an (couverts pour deux tiers par des bonds et un tiers par des impôts sur les plus riches) pendant 10 ans (soit 3% du PIB), tous les équipements collectifs pourraient être satisfaits. Il en résulterait une croissance accrue et la capacité à rembourser la dette. Il faut limiter le pouvoir de la finance privée et établir des objectifs publics clairs. L'objectif de cette lutte va bien au delà de la distribution des revenus et de la santé des classes moyennes. Il s'agit de défendre la démocratie, dont le pouvoir est trop concentré sur les intérêts des plus riches.

Les Présidents peuvent aller bien au delà des obligations de leurs mandats. Obama aime les approches modestes mais ingénieuses des problèmes publics. Dans un pays qui a une idée désastreuse des impôts, il faut convaincre aujourd'hui de la nécessité de protéger les hommes des évolutions du climat. Les historiens retiendront de cette dernière décennie comme une série de faux départs. Avec un autre Président que Bush, les attaques du 21 Septembre auraient pu produire un sens résurgent de destinée commune et d'essor d'un gouvernement plus démocratique. Au contraire, le gouvernement s'est engagé dans la guerre, l'obsession du secret et la division politique. Avec le progressiste Obama, les investissements publics méritaient mieux qu'un faible et ciblé stimulus fiscal avec le 2009 Recovery Act. Avec les tornades, il aurait aussi pu définir une menace commune et chercher à trouver un remède public. Les jeunes d'aujourd'hui vivent sous la menace du changement de climat et d'horizons économiques déprimés. Il faudrait développer l'investissement public pour permettre des standards de vie satisfaisants à un coût réduit pour la planète. Il faudra à un moment ou à un autre mobiliser des ressources publiques et restaurer les objectifs communs. De nouveaux mouvements sociaux vont naître de cette langueur qui se transforme en crise.

### *Quelques éléments d'explication*

La mondialisation de l'économie est souvent présentée comme la cause principale de la pauvreté à l'intérieur d'un pays. Pour s'en convaincre, il est fait état d'une rentabilité insuffisante des entreprises, d'une incapacité des travailleurs à se renouveler et à se former au regard des nouvelles exigences technologiques et d'une productivité individuelle faiblement concurrentielle. Certes, l'entrée de la Chine et des pays émergents dans la compétition internationale et l'arrivée de nombreux travailleurs peu formés sur les productions à grande échelle ont tiré les salaires vers le bas dans les pays riches. Cependant, la mondialisation n'explique pas tout. La Suède ou le Japon ne connaissent pas une telle violence des inégalités sociales, ce qui démontre que celles-ci dépendent aussi du choix des institutions et des politiques publiques, sociales et éducatives<sup>42</sup>.

Le système économique crée l'envie et les besoins. Les couches supérieures (en revenus) de la société peuvent accéder à de plus en plus d'opportunités, ce qui rend leur cupidité dans la sphère du travail inaltérable. Aujourd'hui, la pauvreté ne concerne pas seulement l'incapacité à satisfaire ses besoins fondamentaux, elle dépend aussi, dans toutes les catégories de revenus, de la satisfaction de besoins non essentiels nécessaires à l'intégration sociale des personnes. Avec l'entrée sur le marché du travail des femmes et des immigrés, le salaire médian a eu tendance à diminuer. La stagnation des salaires des classes moyennes dans la population active a favorisé un endettement encouragé par les activités des banques, notamment sur la base des hypothèques immobilières ou du crédit à la consommation. Dans ce contexte, la dette privée et son service ont considérablement augmenté et ils ont pris une place excessive dans les dépenses des agents et dans le potentiel de satisfaction future de leurs besoins. Il est de plus en plus difficile de faire face aux remboursements des emprunts, jusqu'à leur non réalisation. Il en résulte des formes d'endettement qui isolent les débiteurs et les conduisent à des situations économiques de pauvreté effective que leurs revenus ne justifient pas toujours.

La deuxième guerre mondiale avait pourtant produit une société plus égalitaire, le gouvernement étant attentif au développement des classes moyennes, dans une perspective de vie commune apaisée. Il a fallu relancer l'économie, recapitaliser l'industrie qui avait souffert de la grande dépression et soutenir les nouvelles technologies, la science et les innovations. L'Etat n'acceptait de contrats de défense que si l'entreprise reconnaissait les syndicats. De 1940 à 1965, les impôts progressifs pouvaient atteindre un taux marginal de 94 % et les marchés des obligations étaient strictement réglementés, avec un taux faible (2,5 %). La FED émettait les obligations nécessaires à la victoire, ce

---

<sup>42</sup> Aux Etats-Unis, le système éducatif est fort inégalitaire, avec des universités de très grande qualité, sélectives et/ou onéreuses, dont sont écartés plus de 50 % des Américains les plus modestes.

qui éliminait les profits spéculatifs sur les bons du Trésor. La finance était contrôlée et contrainte. Une telle politique pourrait aujourd'hui être mise en place.

Comme le souligne Mark Mizruchi<sup>43</sup>, l'élite américaine du monde des affaires à l'époque de l'après-guerre démontrait « l'éthique d'une certaine responsabilité civique, ainsi qu'un individualisme éclairé. » Elle était disposée à coopérer avec les syndicats, et se montrait favorable à un solide rôle de l'État dans la régulation et la stabilisation des marchés. Ses membres admettaient la nécessité de l'impôt aux fins du financement de biens publics importants, tels que les autoroutes inter-États ou encore le versement de prestations aux personnes âgées et défavorisées. Les élites commerciales n'étaient pas moins politiquement puissantes à l'époque qu'elles le sont aujourd'hui. Elles usaient néanmoins de leur influence pour promouvoir un agenda s'inscrivant plus largement dans l'intérêt national. La guerre avait créé des solidarités, favorable à une politique plus égalitaire. Le capitalisme d'aujourd'hui néglige les questions d'éthique<sup>44</sup>.

Dans la période de l'après deuxième guerre mondiale<sup>45</sup>, les personnes riches faisaient preuve d'une "responsabilité civique", dans le cadre d'un marché encore très concentré sur les consommateurs nationaux. C'est ainsi d'ailleurs qu'é a été développé le fordisme. Les inégalités dans les pays développés étaient modérées. Les théories économiques considéraient d'ailleurs que plus une société développait son économie et moins les écarts de revenus et de richesses étaient importants. Les classes riches se reconnaissaient comme citoyens et admettaient l'idée de partager un destin national commun. Ils coopéraient avec les syndicats, ils admettaient le rôle régulationniste de l'Etat, notamment celui des marchés lorsque l'intérêt commun était concerné et ils reconnaissaient l'utilité de l'impôt pour le financement des biens publics, l'aide aux personnes âgées et le soutien aux actions positives par le canal des Fondations et des activités philanthropiques.

Aujourd'hui, au contraire, la classe des personnes riches se sent persécutés par l'Etat et elle est convaincue que l'argent dont ils disposent n'est dû qu'à leur talent, à leur flair, à leur intelligence, même s'ils ont hérité leur position sociale. Dans ce contexte, elle a tendance à condamner un Etat qui s'occupe un peu trop de leurs affaires, qui la ponctionne de recette fiscales excessives et qui, du fait de la démocratie, est trop dépendant d'une population trop souvent improductive, à la recherche d'une assistance imméritée, au regard de leur productivité. Ce harcèlement des personnes « méritantes » de la part des organismes étatiques leur est insupportable. La mondialisation et la fin du communisme éloignent les possédants de leur citoyenneté, les entreprises ne

---

<sup>43</sup> Mizruchi, M.S. (2013), *The fracturing of the American Corporate Elite*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

<sup>44</sup> Fontanel, J. (2007), *Ethique, démocratie et économie mondialisée*, in « Questions d'éthique », L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.

<sup>45</sup> Rodrick, D. (2014), *Les super riches qui se voient hors de la société*, La Tribune, 3 Septembre.

dépendent plus du seul consommateur américain, la santé de la classe moyenne n'est plus leur problème.

Pour la classe riche, le système de marché peut se suffire à lui-même. Rien ne permet de justifier les privilèges accordés à la classe ouvrière. L'action publique perturbe la rationalité des agents et elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. L'intervention de l'Etat destinée à favoriser l'achat immobilier de familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels, dont le défaut de paiement a été à l'origine du naufrage du système.

Pourtant, si les riches ne ressentent plus d'appartenance à la société, ils ont le sentiment que l'Etat doit être « à leur main ». Le gouvernement a financé la plupart des recherches à l'origine de la révolution des technologies de l'information ainsi que de l'émergence d'entreprises telles que Microsoft ou Apple<sup>46</sup>. C'est l'Etat qui fait respecter les droits d'auteur, les brevets ou les marques pour protéger le monopole de la propriété intellectuelle. Les pouvoirs publics subventionnent les établissements d'enseignement supérieur qui permettent de former une main d'œuvre qualifiée et ils négocient les traités commerciaux. Le contrôle de l'information, de la presse<sup>47</sup>, des médias permet aux chefs d'entreprise d'affirmer que la prospérité n'est que le résultat des marchés, ce que la classe moyenne est disposée à entendre. Les riches ont un égoïsme exacerbé, ils ne comprennent pas toujours qu'il ne peut y avoir de marché fonctionnant correctement sans une société saine, acceptant les règles que l'Etat propose et fait respecter. La « chienlit » ou l'anarchie violente aurait vite raison de leurs richesses.

Si à la fin de la dernière guerre mondiale, les Américains riches faisaient preuve d'une certaine responsabilité civique, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pour Dani Rodrik<sup>48</sup>, la richesse financière laisse supposer à leurs bénéficiaires qu'ils sont « meilleurs » que les autres. Jusqu'au début des années 1980, les inégalités au sein des pays développées étaient modérées, non seulement en termes de revenus et de patrimoines, mais aussi en termes d'inclusion des individus dans une vie sociale contrôlée partiellement par les pouvoirs publics. La thèse selon laquelle le développement économique conduisait inéluctablement à l'écrasement des revenus vers une réduction continue des

---

<sup>46</sup> La manne du capital-risque est fortement soutenue par le secteur privé lorsque les crédits militaires sont disponibles et croissants. Depuis 2015, avec la réduction des dépenses militaires relative aux retraits des théâtres d'opération afghan et irakien, les investissements reculent dans la Silicon Valley et les fameuses « start-up » retardent leur entrée sur les marchés financiers.

<sup>47</sup> La France est souvent fière de la liberté qu'elle a su développer. Or, aujourd'hui, selon l'ONG Reporters sans Frontières, si l'on se réfère à son indépendance et au pluralisme de la presse, ce pays est passé en 2015 de la 34<sup>e</sup> place à la 45<sup>e</sup> place. Les rédacteurs en chef sont attentifs aux sujets qui intéressent positivement ou négativement leurs propriétaires. Le problème est moins dans la concentration des journaux que dans l'expression des intérêts des propriétaires.

<sup>48</sup> Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, La Tribune, 3 Septembre.

disparités de revenus était assez largement partagée par les économistes encore inspirés majoritairement par une analyse keynésienne qui sera devenue obsolète dans son contenu initial par le processus de la globalisation économique. Les riches appartenaient encore à la société nationale, ils inscrivaient leurs actions dans un domaine géographique défini et se sentaient citoyens d'une collectivité destinée à partager un destin commun. Ils coopéraient avec l'Etat et les syndicats, facteurs de stabilisation des marchés, d'essor des infrastructures nécessaires à la vie sociétale et de soutien aux personnes les plus défavorisées.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Devenu fortuné, quelles qu'en soient les conditions pour les « autres » qui n'appartiennent pas au même monde, est devenu un sport qui consiste à comparer les milliards de dollars de richesse personnelle, afin de témoigner face au monde entier la qualité managériale incontestable de son propriétaire. Dans ces conditions, l'Etat est devenu un prédateur, avec les recettes fiscales il pille l'argent honnêtement gagné, alors même qu'il devrait soutenir ceux qui produisent la richesse. Or, l'Etat se préoccupe plus d'une population peu efficace au travail et envieuse, qui le pousse, dans le cadre d'une démocratie populiste, à harceler les riches. Aujourd'hui, le menace communiste a disparu et les grandes fortunes ne dépendent plus des seuls consommateurs et travailleurs nationaux, grâce à la globalisation économique. Avec l'ouverture des frontières, les « riches » s'installent dans les pays les plus avantageux, ceux qui attirent les riches ou qui les ont soutenus dans leur recherche de réduction des salaires et de dégrèvements fiscaux. Dans ces conditions, l'essor de la classe moyenne européenne ou américaine n'est plus une condition d'opérations économiques profitables, car les pays émergents élargissent le marché solvable, tout en étant moins exigeant que celui des pays développés.

Or, le soutien des pouvoirs publics nationaux et internationaux sont nécessaires aux possédants, car la propriété privée, la stabilité et l'ouverture des marchés, le respect des lois économiques, pénales et civiles, la protection des brevets, des marques et de la propriété industrielle, les accords commerciaux internationaux ou la formation des cadres sont autant de règles qui s'imposent à tout citoyen et acteur économique, sans lesquelles l'ensemble d'une économie nationale et internationale serait incapable de fonctionner. De même, le financement de la recherche fondamentale et des innovations est souvent public. L'Etat a la plupart des recherches de base à l'origine de la révolution des technologies de l'information, et il a soutenu, en leur temps, l'essor d'entreprises comme Apple et Microsoft. Il apporte une stabilité par des lois qui bénéficient d'abord aux plus riches. Tous les systèmes de sécurité nationale et internationale sont engagés dans cette protection du statu quo de la distribution des richesses en se fondant sur les lois, pourtant très discutables, du libre-échange<sup>49</sup>.

---

<sup>49</sup> Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014. Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation

Au fond, cette richesse dépend de l'action des Etats. Le marché fonctionne souvent en « pilote automatique », parfois modifié pour lutter contre les monopoles et le maintien modéré d'une concurrence viable. Lorsque la crise économique internationale apparaît, les possédants appellent alors les Etats à les soutenir, notamment pour sauvegarder les emplois. La crise financière de 2008 a été largement contenue par l'action des pouvoirs publics nationaux, à leurs dépens. Le gouvernement américain a garanti la stabilité financière et économique, il a renfloué les grandes banques, le géant assureur AIG, ou encore le secteur automobile. La FED a développé la disponibilité des liquidités. En cela, les pouvoirs publics ont soutenu les « riches », préférant soutenir les banques aux propriétaires lésés des biens immobiliers. Les riches ne se souviennent de leur nationalité que lorsque les affaires commencent à mal tourner, soit à l'étranger par les rapports diplomatiques ou guerriers, soit à l'intérieur pour leur donner des droits à maintenir leurs privilèges, comme ceux de l'héritage et du statut salarial. La crise de 2008 a bien mis en évidence cette vérité. Le gouvernement américain est fortement intervenu pour garantir la stabilité financière et économique des Etats-Unis. Dès que l'horizon économique s'est éclairci, les grandes fortunes se sont à nouveau senties persécutées par les Etats. Elles ne ressentent aucun devoir, aucune obligation à l'égard de leur Etat, et évidemment des autres Etats. Pourtant, le développement économique ne peut se passer d'une société organisée, avec des lois, des incitations, des accords nationaux et internationaux.

Sans l'Etat, sa puissance, ses règles, son droit, son soutien, aucun riche n'aurait de garantie de le rester. C'est l'Etat qui permet l'ouverture des marchés, qui développe le droit national et international, qui protège les richesses et assure la stabilité. L'Etat a renfloué les banques et le géant assureur AIG ; de même, la Federal Reserve Bank a nourri l'économie de nouvelles liquidités. Sans cette intervention, qu'aurait-il resté de la fortune des riches ? L'Etat a préféré soutenir les Banques que les propriétaires immobiliers peu fortunés et endettés.

Les Américains commencent à contester le système, pour ses inégalités croissantes, les revenus excessifs des 1% les plus riches, la réduction générale du niveau de vie, la précarité généralisée, notamment dans les classes moyennes. Ils sont sceptiques sur la capacité du gouvernement d'améliorer la situation. Le cynisme ou la démission des Républicains sur ces questions est confondante. La question même de la démocratie américaine doit être posée, car elle se montre particulièrement injuste. Comment expliquer, par exemple, les divergences de revenus fondées sur la couleur de peau, la provenance héréditaire, le sexe, les régions ou l'âge ? Pourquoi les victimes du système des « subprimes » ont été abandonnées, contrairement aux banques à l'origine de celles-ci ? Le « capital »

emporte tout, selon le principe des loteries : « les vainqueurs prennent tout », (the winner take all), quels que soient les moyens utilisés.

L'économie américaine est moins soucieuse de sa classe moyenne et de sa classe ouvrière que des résultats de ses grandes entreprises, fournisseuses de revenus extravagants qui confortent la concentration des richesses sur quelques personnes<sup>50</sup>. Avec un salaire médian qui ne cesse de diminuer, la moitié des Américains n'a pas 400 dollars disponibles pour faire face à une urgence, ce obligerait ses membres à emprunter<sup>51</sup>. Cette situation est de plus en plus mal vécue, c'est un secret honteux que l'on cache pour maintenir l'illusion de la permanence du « rêve américain ». Alors que la plupart des diplômés commencent dans la vie active avec une dette importante pour payer leurs études (de l'ordre de 20 à 50.000 dollars), la dette privée des ménages a considérablement augmenté depuis 30 ans, de l'ordre de 600 %. Comment briser ce cercle vicieux ? Comment restaurer un gouvernement constructif capable d'instaurer un système plus équitable favorable au « welfare » collectif, plus juste ?

Ce système n'est pas immuable, il n'est pas fondé sur les seules évolutions d'une économie numérique globalisée, il doit être réglé politiquement. Pour tenir son rang social, la classe moyenne ne dispose plus que d'une épargne minimale afin de réduire les frais financiers. Près de 50 millions d'Américains ont recours à une banque alimentaire ou des bons d'alimentation financés par des bons d'alimentation financés par les autorités publiques. Toutes les couches de la population sont convaincues de cet excès d'inégalités, que la distribution des revenus est injuste, que la vie sociale, sous prétexte de progrès, rend le travail de plus en plus précaire, de moins en moins rémunéré au regard des biens et services disponibles en comparaison avec les besoins requis et que la classe moyenne américaine connaît une crise d'identité et de régression sans précédent. Ce qui est à rejeter, c'est le système d'aujourd'hui qui affirme « The winner take all ».

Le sentiment que le gouvernement n'est plus capable de rompre ce cercle vicieux devient la règle dans de nombreux pays développés. Une forme de cynisme et de résignation s'est emparée des citoyens, notamment parce que les responsables politiques sont fortement influencés par les grandes firmes et les « super riches », quand ils ne sont pas leurs commis. En outre, les instances politiques refusent de considérer que l'Etat se doit aussi de servir les plus pauvres, elles considèrent qu'il est plutôt nécessaire de soutenir les grandes firmes dans la compétition internationale. Seule la croissance est jugée utile pour le pays et pour les revenus des Américains, mais les fruits de cette croissance sont accaparés par les plus riches, accentuant d'autant plus les inégalités profondes des revenus et des patrimoines que les baisses des impôts et l'évasion

---

<sup>50</sup> Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity, The American Prospect – Essay – June 2014, <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>

<sup>51</sup> Lauer, S. (2016), une classe moyenne sans moyens, Le Monde, 27 Avril, page 7.

fiscale viennent en soutien de ce cercle vicieux. S'il a bien fallu aider les banques en difficulté du fait de la spéculation, l'Etat n'a eu aucune commisération pour les victimes des « subprimes », sur fond de racisme ambiant. Tout effort en faveur des salaires les plus bas, de réformes dans l'éducation ou de la santé publique est critiqué.

Si le PIB par habitant de la plupart des pays en développement s'est développé, les conditions humaines de l'exercice d'un emploi se sont dégradées avec les crises économiques récurrentes, l'existence de patrimoines privés considérables sont autant de faits de prédation légale sur le pouvoir d'organisation du système sociétal. Quelques pays en développement ont bénéficié du système, notamment le groupe BRICS, mais le miracle, qui s'était accompagné d'une forte inégalité des revenus, est aujourd'hui remis en cause laissant planer quelques interrogations sur les réactions des groupes sociaux oubliés ou négligés face aux pouvoirs politiques et financiers. Le monde, menacé par le terrorisme, la guerre et le retour au pessimisme, ne pourra résoudre ces questions sans une inflexion notable des inégalités de revenus, des pouvoirs et du consumérisme ambiant.

Les écarts entre riches et pauvres se sont creusés dans la grande majorité des pays. Le travail réduit les inégalités, mais dans certains pays il ne suffit pas non plus pour sombrer dans la pauvreté. Les personnes âgées sont généralement mieux traitées que les jeunes salariés et les ménages d'un seul adulte. En outre les pauvres, en dépensant la plus grande partie de leurs revenus, paient plus d'impôts indirects proportionnellement à leurs revenus. Les services publics sont plus également répartis que les revenus. Enfin, la répartition des patrimoines est bien plus inégalitaire que celle des revenus.

L'inégalité des revenus est un problème économique, mais aussi politique, en alimentant les revendications, la baisse du welfare et les frustrations. En outre, les citoyens fortunés peuvent, dans le cadre d'une démocratie sans garde-fous, accaparer le pouvoir au sommet de l'Etat, soit directement, soit par collaborateurs interposés. Les inégalités ont un prix, celui du gaspillage des ressources dans le cadre de groupes très riches dont l'optimisation de la fortune n'est guère possible, conduisant à une gestion de type « latifundias »<sup>52</sup>. L'inégalité devant les richesses conduit inéluctablement à l'inégalité des chances et du potentiel réel des individus.

La classe ouvrière a perdu ses années de lutte pour une vie meilleure. La précarité s'est réinstallée, alors qu'elle avait disparu après les années violentes de la révolution industrielle. A mesure que la richesse croît, la majorité des personnes perdent leurs statuts. L'Etat-providence est souvent dirigé ou orienté par les valeurs libérales qui valorisent les inégalités. L'individualisme n'est pas

---

<sup>52</sup> Un latifundium est un domaine agricole important exploité de manière extensive, sur la base d'une très forte concentration de la propriété foncière. C'est un exemple de gestion économique à la fois peu concentrée sur l'optimisation de la production et sur l'exploitation des ouvriers agricoles, généralement journaliers, dans les pays en développement.

dans les gênes de l'humanité. Dès la naissance, il faut la solidarité d'un groupe pour que l'enfant survive. Et le groupe ne peut survivre que si un groupe de groupe lui apporte la sécurité nécessaire et une organisation susceptible de lui permettre de vivre avec des règles et des lois<sup>53</sup>.

Dans ce domaine, les pouvoirs publics se doivent d'agir, en cherchant à se libérer du pouvoir politique des pouvoirs économiques. C'est fondamentalement une nécessité de survie de la démocratie. Les grands Présidents dépassent les frontières de leurs agendas politiques. Dans un pays qui refuse les taxes sur l'essence, où le charbon reste bien utilisé ou le gaz et pétrole de schiste se développent, il faut une forte implication politique pour expliquer les évolutions nécessaires pour éviter la violence du changement de climat à venir. Le 11 septembre aurait pu être l'occasion de renouveler le sentiment de citoyenneté et de développer un gouvernement démocratique. Or, le secret et la division politique ont été les résultats concrets de cette occasion. Le réformiste minimaliste Barack Obama a fait de nombreux faux départ. Il n'a pas profité des catastrophes Hurricane Katrina and Superstorm Sandy pour s'engager dans la lutte contre le changement de climat. Tôt ou tard, il faudra engager une vaste mobilisation des ressources publiques pour résoudre la question du climat, du chômage, du « welfare ».

Dans une étude de l'American Enterprise Institute et de la Brookings Institution, un effort pour restaurer le rêve américain est réclamé<sup>54</sup>. La pauvreté a changé, les réponses politiques doivent changer aussi. Il devient de plus en plus difficile pour les personnes des classes économiquement défavorisées de s'élever dans la société américaine d'aujourd'hui. Les principaux obstacles s'aggravent, ils sont principalement d'ordre éducatif, familial, économique et social. Deux solutions existent, soit la réduction des financements des autres programmes de l'Etat fédéral (notamment les subventions à l'agriculture ou les « corporate welfare »<sup>55</sup>), soit l'augmentation des recettes (notamment en supprimant les crédits d'impôts, les niches ou les déductions fiscales<sup>56</sup> qui bénéficient aux plus riches), soit encore choisir un mix de ces deux propositions, en faveur de la sécurité sociale ou de Medicare, par exemple (qui devrait passer de 3,5 % du PIB en 2015 à 6,3 % en 2040). Pourtant, l'histoire des Etats-Unis témoigne de la défense des valeurs collectives. Si chaque individu doit respecter les valeurs de l'Amérique et soutenir les efforts des autorités publiques en faveur des biens collectifs, le pays doit favoriser en échange l'élévation de la condition des hommes et permettre à chaque individu, de manière équitable, de se réaliser,

---

<sup>53</sup> Precht, R.D. (2010), *Qui suis-je ? Et si je suis combien ?* Berfond, Paris

<sup>54</sup> AEI/Brookings Working Group on Poverty and Opportunity (2015), *Opportunity, Responsibility, and Security. A consensus plan for reducing poverty and restauring the American Dream*. Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2015/12/aei-brookings-poverty-report/full-report.pdf>

<sup>55</sup> Ce sont des subventions accordées à des corporations ou des secteurs économiques qui seraient sans doute plus justifiées en faveur des pauvres.

<sup>56</sup> Ainsi, les déductions fiscales relatives aux prêts hypothécaires ont coûté 70 milliards de dollars en 2013 et plus de 100 millions de dollars annuel dans les années à venir.

de participer à la vie de la société et d'atteindre ses objectifs légitimes. Ce rêve américain dessiné par Abraham Lincoln a été abandonné au profit de situations inégalitaires pérennes. L'avenir de l'empire américain est en jeu<sup>57</sup>.

## Bibliographie

AEI/Brookings Working Group on Poverty and Opportunity (2015), Opportunity, Responsibility, and Security. A consensus plan for reducing poverty and restoring the American Dream. <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2015/12/aei-brookings-poverty-report/full-report.pdf>

Autor, D.H. (2014), Skills, Education, and the Rise of Earnings Inequality Among the "Other 99 Percent", *Science*, 23 May 2014: 344 (6186), 843-851.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991, 150p.

Barrow and R. Jason Faberman (2015), Wage Growth, Inflation, and the Labor Share, FRB Chicago – Fed Letter no 349 – December, [CFL No. 349 in EPUB Format](#)

Barry, L., Bosworth, P. (2015), Limited Gains in Living Standards Caused by a Supply-Side Recession, Brookings – Opinion – December. <http://www.brookings.edu/research/opinions/2015/12/18-supply-side-recession-limited-living-standard-gains-bosworth>

Bensahel, L., Fontanel, J. (2002), Guerre économique. Les liaisons dangereuses, Revue Géoeconomie, fin 2002.

Bensahel, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009.

Brookings Institution (2015), Opportunity, Responsibility, and Security: A Consensus Plan for Reducing Poverty and Restoring the American Dream, AEI-Brookings Working Group – Report – December.. [http://www.aei.org/wp-content/uploads/2015/12/opportunity\\_responsibility\\_security\\_doar\\_strain\\_120315\\_FI\\_NAL.pdf](http://www.aei.org/wp-content/uploads/2015/12/opportunity_responsibility_security_doar_strain_120315_FI_NAL.pdf)

Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). *The second machine age: work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies*. WW Norton & Company.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.

Clements, J., Wither, M. (2015), **The Minimum Wage and the Great Recession: Evidence of Effects on the Employment and Income Trajectories of Low-Skilled Workers**, Cato Institute – Research Brief – March 18, 2015 – 3 pages. <http://object.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/research-brief-22.pdf>

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale in « La question politique en économie internationale », Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2006.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, Defence and Peace Economics, 2008.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in « Arms, War, and Terrorism in the global

---

<sup>57</sup> Fontanel, J, Coulomb, F. (2003), L'avenir de l'empire américain, in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (Fontanel, Ed.), Débats, PUG, Grenoble. Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (Fontanel, Ed.), Débats, PUG, Grenoble.

economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, (Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011.

DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

DeSilver, D. (2015), America's Middle Class Is Shrinking. So Who's Leaving It? Pew Research Center - Fact Tank - December 14, 2015. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/12/14/americas-middle-class-is-shrinking-so-whos-leaving-it>

DeSilver, D. (2016), Cost-of-Living Disparities Within States Complicate Minimum-Wage Debate, Pew Research Center – Fact Tank - April 7, 2016, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/04/07/cost-of-living-disparities-within-states-complicate-minimum-wage-debate/>

FMI (2015), Pourriez-vous vivre avec 1,25\$ par jour ?, Finances et Développement, Juin.

Fontanel, J. (1995, 1981), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2002), L'action économique de l'Etat, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2003), L'avenir de l'empire américain, in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (Fontanel, Ed.), Débats, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (Fontanel, Ed.), Débats, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.

Fontanel, J. (2007), Ethique, démocratie et économie mondialisée, in « Questions d'éthique », L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2007), Questions d'éthique, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The genesis of economic thought concerning war and peace, Defence and Peace Economics, 19:5, 321 — 330

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014.

Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, Etats filous, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris.

Galbraith, J.K (1968) Le nouvel Etat industriel, Gallimard, Paris.

Goldin, C. D., & Katz, L. F. (2009). The race between education and technology. Harvard University Press. Cambridge, MA.

Joint Economic Committee (2015), Millennials' Slow Start Down the Road of Life, [https://www.legistorm.com/stormfeed/view\\_rss/856899/office/33.html](https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/856899/office/33.html)

Kolesnikov, I. (2015), GDP Statistics from the World Bank, <http://knoema.fr/mhrzolg/gdp-statistics-from-the-world-bank>

- Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity, The American Prospect – Essay – June 2014, <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>
- Lauer, S. (2016), une classe moyenne sans moyens, Le Monde, 27 Avril, page 7.
- MarketWatch (2015), Class of 2015 has the most student debt in U.S. History, <http://www.marketwatch.com/story/class-of-2015-has-the-most-student-debt-in-us-history-2015-05-08>, May 9, 2015.
- Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011) The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.
- Mizruchi, M.S. (2013), The fracturing of the American Corporate Elite, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Neumark, D. (2015), Reducing Poverty via Minimum Wages, Alternatives, FRB San Francisco - Economic Letter - December 28, <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-38.pdf>.
- Observatoire des Inégalités (2014), les inégalités s'accroissent en Russie, 21 Juillet. [http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id\\_breve=993](http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id_breve=993)
- OCDE (2015), Inégalités de revenus et pauvreté, OCDE, Paris.
- OCDE (2014), Inégalités et croissance, Focus, Décembre.
- OCDE (2008), Croissance et inégalités, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>
- PewResearchCenter (2014), Most See Inequality Growing, but Partisans Differ over Solutions, PewResearchCenter, January 23, 2014, <http://www.people-press.org/2014/01/23/most-see-inequality-growing-but-partisans-differ-over-solutions/>
- Pew Research Center (2015), The American Middle Class Is Losing Ground, December 9, 2015. <http://www.pewsocialtrends.org/files/2015/12/2015-12-09-middle-class-FINAL-report.pdf>
- Precht, R.D. (2010), Qui suis-je ? Et si je suis combien ? Berfond, Paris
- Prokofieva, L. "Pauvreté et inégalités en Russie", CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 20/11/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>
- Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, La Tribune, 3 Septembre.
- Smith, R., Fontanel, J. (1987), Capital-Labour substitution in defence provision", in "Defence, Security and Development", (DEGER & WEST, Ed.), Francis Pinter, London, June 1987, 17 pages.
- Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « War, Peace and Security », edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - Emerald, Bingley (UK).
- Stroobants, J-P. (2016), Travailleurs détachés : une réforme qui divise l'UE, Le Monde, 18 Mai, p.3.
- Walker, P.J. (2016), David Card, pourfendeur d'idées reçues, Finances & Développement, Mars. P.3.